

Bulletin bibliographique de l'Action sociale

Numéro 6
Novembre - décembre 2011

→ Développer la prévention

Bien vieillir

Prévention : vieillir en bonne santé, ...

Agirc/Arrco - Mémento de l'administrateur, 85, novembre 2011, 4 p.

L'Agirc et l'Arrco lancent, dans le cadre de l'orientation « Développer la prévention », l'expérimentation d'une action mutualisée de prévention pour le « bien vieillir » : « la santé en mouvement », qui devrait être effective au deuxième trimestre 2012. Elle s'adressera à des personnes en retraite depuis plus de six mois et âgées de moins de 75 ans.

Evaluation du Plan national Bien vieillir 2007-2009 / Haut Conseil de la santé publique.

Paris : La Documentation française (Evaluation), 2011, 87 p.

Le plan national Bien vieillir 2007-2009 fait suite au programme national Bien vieillir initié en 2003 et renforcé en 2005. Il s'inscrit dans le projet multinational de trois ans « Healthy Ageing » lancé par le programme de santé publique de l'Union européenne en 2004. Saisi par le directeur général de la santé pour effectuer l'évaluation de ce plan, le Haut conseil de la santé publique présente le résultat de son travail dans une approche autant quantitative que qualitative.

http://www.hcsp.fr/docspdf/avisrapports/hcspr20101209_evalbienvieillir.pdf

Lien social

L'accompagnement des immigrés âgés : un enjeu de société / HELFTER Caroline.

Actualités sociales hebdomadaires, 2734, 25/11/2011, 4 p.

Etre immigré et âgé en France c'est faire face à une santé prématurément dégradée, à des problèmes d'accès aux soins, ainsi qu'à un grand isolement et de mauvaises conditions de logement. Cet article aborde la problématique du vieillissement des immigrés en France en montrant comment les acteurs de terrain s'emploient à améliorer l'accompagnement de ces seniors venus d'ailleurs.

Cohabitation intergénérationnelle : pour une approche pragmatique / PULLANDRE Mari-Wenn.

Cleirppa - Documents, 44, novembre 2011, 5 p.

Cet article passe en revue l'étude de la Fondation nationale de gérontologie « Un toit, deux générations », publiée en 2006 et celle de la Caisse nationale d'allocations familiales « Logement intergénérationnel : évaluation de l'offre et de la demande potentielle », publiée en 2010 et portant sur le logement intergénérationnel et les politiques menées en direction du développement de cette forme de logement. Sont abordées ici, les perspectives de ces études et les enjeux financiers de la cohabitation intergénérationnelle.

→ Prolonger l'autonomie à domicile

Handicap

Favoriser l'accès aux soins des personnes handicapées vieillissantes, ...

Agirc/Arrco - Mémento de l'administrateur, 84, octobre 2011, 4 p.

En juin 2011, le conseil d'administration de l'Arrco et celui de l'Agirc ont validé deux actions innovantes, complémentaires l'une de l'autre, en faveur des personnes handicapées vieillissantes et qui s'inscrivent pleinement dans le socle commun des orientations prioritaires de l'action sociale Agirc-Arrco pour la période 2009-2013.

Logement / Habitat

L'habitat groupé / ARGOUD Dominique/CHARHON Francis/GESTIN Agathe.

Cleirppa - Documents, Hors série 44, novembre 2011, 20 p.

L'habitat groupé, considéré comme une alternative à la maison de retraite, répond au souhait des personnes âgées de continuer à vieillir chez elles, mais pas de manière isolée. Ce numéro s'adresse à tous ceux qui s'intéressent à l'habitat groupé (personnes âgées et familles) et à ceux qui sont en mesure d'accompagner méthodologiquement et financièrement ces projets d'intérêt général : municipalités, établissements et services pour personnes âgées, acteurs associatifs...

Précarité, isolement et conditions de logement : la profonde fragilité des personnes âgées GILLES Léopold/LOONES Anne.

Credoc - Consommation et modes de vie, 245, novembre 2011, 4 p.

Les enquêtes menées par le Crédoc depuis 2007, à la demande de la Cnav, permettent de repérer et de décrire de façon très concrète les difficultés que rencontrent au quotidien les retraités bénéficiaires de l'action sociale de la Cnav. Ces personnes sont encore en situation de relative autonomie (contrairement aux bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie, ou APA), mais elles ont besoin d'une aide financière ou matérielle pour continuer à vivre à domicile : aide ménagère, garde à domicile, aide au retour à domicile après hospitalisation, travaux d'adaptation de l'habitat... Ces difficultés touchent à leur situation financière et mettent en relief des facteurs de fragilité qui constituent autant de risques de perte d'autonomie : restrictions sur l'alimentation et la santé, difficultés de mobilité, sentiment de solitude...

<http://www.credoc.fr/pdf/4p/245.pdf>

Soutien à domicile

Etat des lieux et préconisations sur l'hébergement temporaire des personnes âgées et des personnes handicapées / CNSA.

Paris : CNSA, 2011, 101 p.

L'hébergement temporaire est un mode d'accueil et d'accompagnement parmi un ensemble de dispositifs en développement (accueil de jour, services d'aide à domicile, accueil familial...). En ce sens, il se situe dans une pluralité de réponses majoritairement orientées vers l'accompagnement au domicile. Il concerne autant les besoins et attentes des aidants que ceux des personnes accompagnées. Durant une année, une place d'hébergement temporaire peut accueillir entre 5 et 8 personnes. Ce rapport dresse un état des lieux de l'offre existante, souligne les apports de ce mode d'accueil et identifie les freins au développement de nouvelles structures, qui relèvent en partie des cadres juridiques actuellement en vigueur. Il s'intéresse aux points communs et aux points de divergence entre le secteur des personnes âgées et celui des personnes handicapées.

http://www.cnsa.fr/IMG/pdf/CNSA_DosTech_Hebergt_tempo_web.pdf

L'évolution de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) de 2002 à 2009 /BERARDIER Mélanie /CLEMENT Elise.

[Drees - Etudes et résultats, 780, octobre 2011, 8 p.](#)

Fin 2009, 1 148 000 personnes bénéficient de l'APA sur l'ensemble du territoire (métropole et DOM) : 699 000 à domicile et 449 000 en établissement. La même année, les dépenses des conseils généraux pour l'APA ont atteint 5,1 milliards d'euros, 3,3 pour l'APA à domicile et 1,8 pour l'APA en établissement. Mise en œuvre en 2002, l'APA a vu ses dépenses augmenter en moyenne annuelle de 5,9% entre 2003 et 2009 et le nombre moyen de bénéficiaires de 8,8%.

<http://www.sante.gouv.fr/IMG/pdf/er780.pdf>

Mission relative aux difficultés financières de l'aide à domicile et aux modalités de tarification et d'allocation de ressources des services d'aide à domicile pour publics fragiles /POLETTI Bérange.

[Paris : Ministère des Solidarités et de la Cohésion sociale, 2012, 63 p.](#)

Ce rapport, remis à Roselyne Bachelot-Narquin, Ministre des solidarités et de la cohésion sociale, répond à une préoccupation politique majeure : le besoin d'un maintien à domicile de qualité grâce à des services performants et qui répondent le plus justement possible aux besoins des populations accompagnées. Il a également pour mission de répondre aux problèmes financiers rencontrés dans le secteur, alors que les besoins de prestations de services augmentent, à la fois en quantité et en type de prestations.

<http://www.solidarite.gouv.fr/IMG/pdf/rapportPoletti.pdf>

→ Accompagner la perte d'autonomie en établissements

Etablissements d'hébergement

Les droit des usagers des structures sociales et médico-sociales /ANDRE Sophie.

[Actualités sociales hebdomadaires, 2737, 16/12/2011, 169 p.](#)

L'affirmation des droits des usagers des établissements et services sociaux et médico-sociaux, telle qu'elle existe aujourd'hui, est le résultat d'un long processus de maturation. Cet article revient sur les prémices de la loi du 02/01/2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ainsi que sur les répercussions des droits des usagers sur les quelques 36 000 établissements concernés en France.

Faut-il lier qualité et financement en Ehpad ? /BOUTTIER Noël.

[Travail social actualités, 28, décembre 2011, 3 p.](#)

Cet article analyse la démarche d'expérimenter une modulation du forfait global de soins en fonction d'indicateurs de qualité, en se basant sur les témoignages des différents acteurs quant au meilleur moment pour lancer ce chantier. Il propose, également, une réflexion sur le choix d'indicateurs de qualité pertinents.

Les modifications apportées par la loi "Fourcade" à la loi "HPST" /LAGA Lydia.

[Actualités sociales hebdomadaires, 2733, 18/11/2011, 8 p.](#)

Sans remettre en cause les grands principes de la loi Hôpital, patients, santé et territoires du 21/07/2009, la loi Fourcade du 10/08/2011 lui apporte des corrections. Plusieurs dispositions concernent les établissements et services sociaux et médico-sociaux : précisions sur les exonérations de la procédure d'appel à projet, clarification du statut des médecins libéraux qui interviennent en Ehpad, etc. Des retouches sont également apportées dans le secteur sanitaire.

Qualité de vie en Ehpad - Volet 2 : organisation du cadre de vie et de la vie quotidienne.

[La revue de gériatrie, 8, octobre 2011, 4 p.](#)

Le concept de qualité de vie renvoie à de multiples dimensions. Il a pour point central la satisfaction globale de la personne vis-à-vis du sens général qu'elle donne au bien être. Ce second volet, consacré à la qualité de vie en établissement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad), aborde la cadre de vie, c'est-à-dire l'environnement physique matériel et social du résident, ainsi que la vie

quotidienne de celui-ci, notamment, les gestes, actes et activités pratiquées quotidiennement en Ehpad.

Réflexion visant à proposer des pistes pour une meilleure appropriation des démarches d'évaluation dans le secteur médico-social consacré aux personnes âgées /CONNANGLE Sylvain.

Paris : Ministère des Solidarités et de la Cohésion sociale, 2011, 72 p.

Sylvain Connangle, directeur de l'Ehpad de la Madeleine à Bergerac, a été chargé d'une mission de réflexion visant à proposer des pistes pour une meilleure appropriation des démarches d'évaluation dans le secteur médico-social consacré aux personnes âgées. Il s'attache, d'une part, à identifier les freins à la mise en route d'une démarche d'évaluation et, d'autre part, les freins à l'utilisation des résultats d'une telle démarche dans les établissements. L'auteur identifie dix pistes de réflexion axées autour de l'enjeu de formation des équipes et en particulier des managers, ainsi que la prise en compte de l'environnement dans lequel l'établissement agit.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics//114000706/0000.pdf>

Maladie d'Alzheimer

Les personnes âgées en institution /CHANTEL Cécile/CHAZAL Joëlle/FALINOWER Ida.

Drees - Dossiers solidarité et santé, 22, novembre 2011, 32 p.

Selon le volet « pathologies et morbidité » de l'enquête réalisée par la DREES dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées en 2007, les résidents souffrent de multiples pathologies. Plus de huit résidents sur dix souffrent d'au moins une affection neuropsychiatrique et plus d'un tiers présente un syndrome démentiel dont la maladie d'Alzheimer. La proportion de personnes souffrant de démence s'élève à 42% dans les seuls établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad). Ce numéro aborde les pathologies des personnes âgées vivant en établissement, les pathologies démentielles (maladie d'Alzheimer et maladies apparentées) des personnes âgées vivant en établissement et l'activité en 2009 des structures d'accueil de jour et d'hébergement temporaire pour personnes âgées.

<http://www.sante.gouv.fr/IMG/pdf/dossier201122.pdf>

→ Politique vieillesse

Généralités

La dépendance : aujourd'hui l'affaire des femmes, demain davantage celle des hommes ? /BONNET Carole/CAMBOIS Emmanuelle/CASES Chantal.

Population et sociétés, 483, novembre 2011, 4 p.

L'avancée en âge s'accompagne d'une augmentation des risques de perte d'autonomie et l'aide pour les activités du quotidien devient alors indispensable. Du fait de leur majorité, parce qu'elles vivent plus longtemps que les hommes et sont plus souvent en situation de dépendance aux grands âges, les femmes sont aujourd'hui les principales bénéficiaires de l'aide à domicile. Sur la base d'un panorama d'études dans le domaine, les auteurs décrivent les changements démographiques probables dans les prochaines décennies et s'interrogent sur l'évolution du rôle des hommes au sein de la famille.

http://www.ined.fr/fichier/t_publication/1564/publi_pdf1_483.pdf

Les étudiants en formation sociale ou de santé pour l'accompagnement des personnes en perte d'autonomie /NAHON Sandra.

Drees - Etudes et résultats, 781, novembre 2011, 8 p.

En 2009, 5 775 étudiants se sont inscrits à une formation d'auxiliaire de vie sociale, 7 332 à une formation d'aide médico-psychologique et 24 292 à une formation d'aide-soignant. En 10 ans, l'offre de formation à ces métiers et le nombre de diplômés ont fortement augmenté. Les étudiants se

forment pour la plupart dans leur région, sauf pour ceux originaires des DOM ou d'une région avec une offre de formation réduite.

<http://www.sante.gouv.fr/IMG/pdf/er781.pdf>

La solidarité en action.

[Agirc/Arrco - Les cahiers de la retraite complémentaire, 5, 3ème trimestre 2011, 8 p.](#)

Les partenaires sociaux ont défini pour cinq ans une feuille de route pour l'action sociale Agirc Arrco. A mi-parcours, quelles sont les actions les plus abouties ? Quelles seront les prochaines échéances ? Ce dossier présente un premier bilan des différentes expérimentations réalisées autour des trois axes de développement de l'action sociale : développer la prévention, prolonger l'autonomie à domicile, accompagner la perte d'autonomie en établissement.

International

Besoin d'aide ? La prestation de services et le financement de la dépendance /COLOMBO Francesca/LLENA-NOZAL Ana/MERCIER Jérôme.

[Paris : OCDE \(Etudes de l'OCDE sur les politiques de santé\), 2011, 388 p.](#)

Compte tenu de l'évolution démographique, tous les pays sont confrontés au vieillissement de leur population et à l'accroissement du nombre de personnes dépendantes. Comment l'évolution démographique et les tendances du marché du travail vont-elles peser sur l'offre familiale, amicale et des travailleurs susceptibles d'assumer une prise en charge ? Les finances publiques seront-elles menacées par le coût de la prise en charge future de la dépendance ? Quel équilibre doit-on rechercher entre implication privée et soutien public de cette prise en charge des soins liés à la dépendance ? Cet ouvrage présente l'organisation et le financement des soins liés à la dépendance dans les pays de l'OCDE.

Les défis de l'accompagnement du grand âge /GIMBERT Virginie/MALOCHET Guillaume.

[Paris : Centre d'analyse stratégique \(Rapports et documents du Centre d'analyse stratégique, 39\), 2011, 250 p.](#)

Ce rapport propose une analyse comparée des systèmes de prise en charge de la dépendance et d'accompagnement des personnes âgées en perte d'autonomie dans huit pays : Allemagne, Danemark, Etats-Unis, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède. Deux défis semblent importants à relever. Un défi financier, tout d'abord, pour concilier la maîtrise des dépenses publiques avec les exigences de protection dont doivent bénéficier les personnes âgées dépendantes. Un défi organisationnel, ensuite, pour offrir une meilleure couverture des besoins de soins, en assurant aux personnes âgées qui le souhaitent les conditions nécessaires à leur maintien à domicile et, aux autres, un accueil de qualité dans des structures adaptées.

http://www.strategie.gouv.fr/system/files/version3_rapp_dep_28juin_15h_0.pdf

*Ce bulletin a été réalisé par le service documentation du GIE Agirc-Arrco
documentation@agirc-arrco.fr*